ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 18 NOVEMBRE 1962

DÉPARTEMENT DE LA MANCHE

1ère CIRCONSCRIPTION

ELECTRICES, ELECTEURS,

De nombreux amis m'ont demandé de me présenter à vos suffrages pour défendre l'idéal socialiste.

Fils de petit fonctionnaire, d'origine St-Loise, appartenant à la génération d'après-guerre, j'ai accepté cette mission parce qu'aucun de mes concurrents ne paraît devoir être un défenseur valable des catégories sociales les plus modestes.

Or, si l'on en juge par la politique économique des gouvernements de la cinquième République, ces catégories : travailleurs manuels, petits paysans et artisans, employés, fonctionnaires, ont besoin plus que jamais d'être réellement représentées et efficacement défendues.

Malgré les dénégations des pouvoirs publics, toutes les ménagères ont pu se rendre compte à quel point les prix ont augmenté depuis quatre ans, incomparablement plus que les salaires et revenus malgré l'action revendicatrice de la classe ouvrière et malgré l'expansion économique dont les salariés n'ont pas eu leur juste part.

Cette situation est à comparer avec celle de 1956, au cours de laquelle le gouvernement socialiste pouvait s'énorgueillir d'avoir augmenté le niveau de vie des travailleurs de près de 10 % en dix-huit mois.

L'accroissement du coût de la vie n'a même pas pour excuse une augmentation de la cadence des investissements, notoirement inférieure à celle des autres pays du marché commun, ce qui fait que la France, loin d'être le leader de l'Europe n'en est plus que la lanterne rouge.

Là, comme dans tous les autres domaines, les succès dont se pare le Gouvernement déchu et dont nous abreuvent radio et télévision ne sont que de la poudre aux yeux.

Pour réagir contre cette dégradation, le Parti Socialiste S.F.I.O. a élaboré un programme dont vous trouverez ci-après les grandes lignes.

*
* *

Sciences Po / fonds CEVIPOF

NOTRE PROGRAMME

Dans le Domaine économique :

— Augmentation des ressources des travailleurs par une plus juste répartition du revenu national ;

— Adoption de toutes les mesures susceptibles d'augmenter la masse de ce revenu national ;

— Amélioration de la distribution en favorisant les regroupements de petits commerçants pour leur permettre de lutter victorieusement contre la concurrence des grosses sociétés ;

— Aménagement de la fiscalité, de manière à ce qu'elle ne soit plus une fiscalité de classe uniquement favorable aux possédants et aux sociétés.

Dans le domaine agricole :

— Organisation des marchés (Office du blé créé par Léon Blum en 1936) ;

— Elaboration d'une politique agricole à long terme ;

— Indexation des prix agricoles ;

— Egalité des salaires agricoles avec ceux des autres secteurs économiques ;

— Règlementation des cumuls et encouragement au remembrement foncier ;

— Equipement des communes rurales, de manière à assurer aux habitants des campagnes le même confort qu'aux citadins ;

— Aide aux cultivateurs pour s'équiper de manière à assurer la juste rentabilité de leurs exploitations.

Dans le domaine de l'enseignement :

— Défense active de la laïcité ;

— Attribution à l'enseignement public de la totalité des fonds publics ;

— Démocratisation de l'enseignement, qui ne profite pas assez actuellement aux enfants de cultivateurs et d'ouvriers ;

— Octroi à l'enseignement technique de la place qui lui revient dans une civilisation de plus en plus spécialisée.

Dans le domaine social, culturel et sportif :

— Amélioration du régime de sécurité sociale ;

— Extension de la sécurité sociale aux artisans, commerçants et agriculteurs ;

— Refonte des allocations familiales ;

— Suppression des abattements de zone ;

— Accroissement, en matière de logement, des programmes de construction de logements aussi bien à titre locatif que par voie d'accession à la propriété ;

— Rétablissement des droits des locataires supprimés par la dernière législature ;

— Adoption d'une politique assurant un toit et une retraite décente à nos vieux ;

— Pour la jeunesse, multiplication des stades, des piscines et organisation de ses loisirs (maisons de jeunes, foyers, etc...) ;

— Enfin, accroissement des ressources mises à la disposition des collectivités locales pour leur permettre de mener à bien tous les programmes sociaux qu'elles ont en projet.

Sur le plan local, le candidat s'engage à apporter tout son soutien aux mesures susceptibles de se traduire rapidement par des réalisations concrètes (implantation d'usines, prolongation de l'autoroute Paris - Caen jusqu'à notre Département, achèvement de l'Hôpital Mémorial, etc...).

A ceux qui me demanderont où trouver l'argent nécessaire, je réponds que les crédits accaparés par la force de frappe atomique trouveraient dans notre programme une utilisation beaucoup plus profitable, sans nuire pour autant à la défense de notre pays qui ne peut plus, à notre époque, se concevoir que dans le cadre de l'Europe unie et sans perdre de vue que le but à atteindre est le désarmement général.

VIVE LA REPUBLIQUE !

Charles MONTFIQUET
Candidat du Parti Socialiste S. F. I. O.
Dessinateur - Projeteur
SAINT-LO

Suppléant : Bernard BIZERAY.
Conducteur d'engins

IMP. LEMASSON - SAINT-LO

Sciences Po / fonds CEVIPOF